

La torture durant la guerre d'Algérie dans l'actualité (2000-2005) : une « régénération » de l'espace public ?

Session thématique « Les traces de la guerre »

Mercredi 21 juin 2006, après-midi (14h-16h), salle F 05

C'est par une approche sociologique que nous souhaitons interroger dans cette communication la mise en débat dans l'actualité récente de la torture durant la guerre d'Algérie et de la colonisation. Nous nous appuyons sur deux types de matériaux : un échantillon d'articles de journaux, notamment du journal *Le Monde* – de 2000 à 2005 –, et des données saisies lors de recherches précédentes sur l'engagement associatif dans les associations de la région lyonnaise liées à l'immigration – des années 1960 à aujourd'hui. Nous mettrons en discussion l'hypothèse d'une « régénération » de l'espace public afin de tenter d'éclairer l'enjeu que représente cette période historique dans l'établissement d'une mémoire collective.

La référence au passé et la définition de celui-ci sont considérées comme des enjeux relatifs à la construction sociale de cette mémoire. Ainsi la manière dont les acteurs tendent à la définir revient d'une part à juger le passé et les positions des parties prenantes au conflit, et d'autre part à définir un vivre ensemble actuel et à venir. La régénération se définit comme un processus de mise en discussion publique de pratiques telle que la torture, mais dans la perspective d'un dépassement sans oubli. Elle équivaut à une tentative d'assainissement de l'espace public. On peut penser, en effet, qu'il s'agit de la sorte de se dégager sans reniement des « encombrements » légués par la colonisation – comme la négation du colonisé et la déconsidération

de l'immigré ou les traumatismes de la guerre – afin de permettre des repositionnements des différentes parties prenantes de l'épisode colonial – notamment les rapatriés, les harkis et les immigrés, puis les enfants de ces trois populations – pour une participation « pleine » et « entière » à la société française. Cette régénération n'est pas pour autant le fait de ces seuls derniers, mais est bien à l'œuvre depuis l'engagement de multiples acteurs agissant pour certains depuis les années 1950 – militants politiques, historiens, journalistes, etc.